

MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES

année		code USID		marché n°				avenant			code ministère			codification Chorus			
														service exécutant		domaine d'activité	
1	7	G	B								4	7	0	71	1L	93	13

ACTE D'ENGAGEMENT

PROJET 17-1003-PRS

MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES, A TRANCHES PASSE SELON LA PROCEDURE D'APPEL D'OFFRES OUVERT

EN APPLICATION DES ARTICLES 66 A 68

DU DECRET N°2016-360 DU 25 MARS 2016

OBJET DU MARCHÉ

PARIS (75) – Sites du GS Paris Ecole Militaire et du GS Vincennes
Marché de conduite totale et de maintenance des installations CVC

Données comptabilité auxiliaire des immobilisations :

Titre : 3

N° AC :

N° Plimat / Così :

Id Plimat (facultatif) :

Elément d'OTP (T5)

site	N° RE	localisation	N° FX

2

Autres données d'imputations comptables :

Centre de Coût :

Centre Financier :

Domaine Fonctionnel :

Réservation de crédit :

Code Activité :

Tranche Fonctionnelle :

Catégorie Produit/ Groupe marchandise : 37.05.02

Données générales :

Date début :

Date fin :

Date notification :

Procédure :

Forme du prix : mixte

[GSBdD Vincennes](#)

Montant	En € TTC
TF	
TO1	
TO2	
Unitaire mini annuel	
Unitaire maxi annuel	

[GSBdD l'Ecole Militaire](#)

Montant	En € TTC
TF	
TO1	
TO2	
Unitaire mini annuel	
Unitaire maxi annuel	

Réservé pour « nantissement » :

Maître d'ouvrage	ETAT – Ministère des Armées
Représentant du pouvoir adjudicateur	Monsieur le directeur de l'Etablissement du Service d'Infrastructure de la Défense d'Île de France, habilité par arrêté du 22 juin 2007 modifié par arrêté du 22 juin 2012– 8 avenue du Président Kennedy – BP 40202 – 78102 Saint Germain en Laye cedex
Conducteur d'opération	Sous réserve de changement ultérieur par décision du Représentant du pouvoir adjudicateur : Monsieur le chef de l'Unité de Soutien d'Infrastructure de la Défense de Paris
Correspondant PME/PMI	<p><u>Pour les questions inhérentes au financement et aux paiements :</u> Madame le chef de la section exécution de la dépense de l'Etablissement du Service d'Infrastructure de la Défense d'Île de France N° téléphone : 01.39.21.23.97</p> <p><u>Pour les questions autres que le financement et les paiements :</u> Monsieur le chef du service achats infrastructure de l'Etablissement du Service d'Infrastructure de la Défense "d'Île de France" Téléphone : 01.39.21.22.54 - Télécopie : 01.39.21.28.30 Base des Loges 8 avenue du Président Kennedy BP 40202 78102 Saint Germain en Laye cedex</p>
Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article 130 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016.	Monsieur le directeur de l'Etablissement du Service d'Infrastructure de la Défense d'Île de France – 8 avenue du Président Kennedy – BP 40202 – 78102 Saint Germain en Laye cedex
Ordonnateur secondaire	M. le Directeur de l'Etablissement du Service Infrastructure de la Défense Île de France 8 avenue du Président Kennedy – BP 40202 – 78102 Saint Germain en Laye cedex
Comptable public assignataire des paiements (domaine d'activité)	Madame la Directrice Départementale des Finances Publiques des Landes - Service dépenses militaires - BP 20175 - 40003 Mont-de-Marsan Cedex

ARTICLE 1 - CONTRACTANT

Je, soussigné,

NOM Prénom

Fonction

A compléter, au choix, selon la nature de l'opérateur économique :

<input type="checkbox"/> ⁽¹⁾ agissant en mon nom personnel,			
Adresse :			
téléphone :		télécopie :	
adresse électronique :			

ou

<input type="checkbox"/> ⁽²⁾ agissant pour le nom et pour le compte de l'opérateur économique (intitulé complet et forme juridique de l'opérateur économique)			
Au capital de :			
Ayant son siège social à :			
téléphone :		télécopie :	
adresse électronique :			
Immatriculée à l'INSEE sous le N° :			
N° SIRET :		Code APE :	
N° RCS :			

Après avoir pris connaissance du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) projet N° 17-1003-PRS et des documents qui y sont mentionnés,

Après avoir produit tous documents, certificats, déclarations et attestations visés aux articles 48 à 54 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 visant lui-même l'application de l'ordonnance du 23 juillet 2015.

M'engage, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations dans les conditions ci-après définies.

L'offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si son acceptation m'est (nous est) notifiée dans un délai de six (6) mois à compter de la date limite de remise des offres, fixée par le Règlement de la Consultation.

¹ Cocher la case correspondante

Nous, soussigné,

NOM Prénom

Fonction

A compléter, au choix, selon la nature de l'opérateur économique :

agissant pour le nom et pour le compte de l'opérateur économique (intitulé complet et forme juridique de l'opérateur économique) :

Adresse :

téléphone :

télécopie :

adresse électronique :

agissant pour le nom et pour le compte de l'opérateur économique (intitulé complet et forme juridique de l'opérateur économique)

Au capital de :

Ayant son siège social à :

téléphone :

télécopie :

adresse électronique :

Immatriculée à l'INSEE sous le N° :

N° SIRET :

Code APE :

N° RCS :

et

agissant pour le nom et pour le compte de l'opérateur économique (intitulé complet et forme juridique de l'opérateur économique) :

Adresse :

téléphone :

télécopie :

adresse électronique :

agissant pour le nom et pour le compte de l'opérateur économique (intitulé complet et forme juridique de l'opérateur économique)

Au capital de :

Ayant son siège social à :

téléphone :

télécopie :

adresse électronique :

Immatriculée à l'INSEE sous le N° :

N° SIRET : Code APE :

N° RCS :

L'ENTREPRISE

agissant en tant que :

mandataire solidaire du groupement conjoint
 mandataire du groupement solidaire

pour l'ensemble des opérateurs économiques groupés qui ont signé la lettre de candidature relative au présent marché.

Après avoir pris connaissance du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) projet N° 17-1003-PRS et des documents qui y sont mentionnés,

Après avoir produit tous documents, certificats, déclarations et attestations visés aux articles 48 à 54 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 visant lui-même l'application de l'ordonnance du 23 juillet 2015.

M'engage, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations dans les conditions ci-après définies.

L'offre ainsi présentée ne me (nous lie) lie toutefois que si son acceptation m'est (nous est) notifiée dans un délai de six(6) mois à compter de la date limite de remise des offres, fixée par le Règlement de la Consultation.

ARTICLE 2 – OFFRE DE PRIX

2.1 – Définition des prestations

Le marché est décomposé en une tranche ferme et deux tranches optionnelles. Il fait également l'objet de prestations commandées via des bons de commandes.

Le présent marché est un marché à prix mixtes.

La décomposition du marché est précisée à l'article 1.5 du CCAP.

2.2 – Montant du marché

Les prestations seront rémunérées selon les modalités de règlement définies à l'article 4 du CCAP.

Le montant est basé sur les conditions économiques du « mois zéro » défini à l'article 4.2.2 du CCAP.

Les prestations seront rémunérées par application d'un prix mixte. Les modalités de variation des prix sont fixées à l'article 4.2 du C.C.A.P.

2.2.1 – Décomposition du montant des prestations du marché

TRANCHE FERME (montant annuel du Forfait F2)

Montant hors TVA	<input type="text"/> €
TVA au taux de 20 %	<input type="text"/> €
Montant TVA incluse	<input type="text"/> €

soit, en lettres : euros TTC

TRANCHE OPTIONNELLE n° 1 (Forfait F1)

Montant hors TVA€
TVA au taux de 20 %€
Montant TVA incluse€

soit, en lettres :euros TTC

TRANCHE OPTIONNELLE n° 2 (Forfait F3)

Montant hors TVA€
TVA au taux de 20 %€
Montant TVA incluse€

soit, en lettres :euros TTC

MONTANT MAXIMUM FORFAITAIRE DU MARCHE (T01 + 4xTF + T02)

Montant maximum forfaitaire = 4 * tranche ferme + tranches optionnelles 1 et 2 hors TVA€
TVA au taux de 20 %€
Montant TVA incluse€

soit, en lettres :euros TTC

Montant des prix unitaires**➡ Détail quantitatif estimatif**

Montant hors T.V.A. :	Euros H.T.
T.V.A. au taux de 20 %, soit :	Euros
Montant T.T.C. :	Euros T.T.C.
Soit, en lettres	

2-3. MONTANT SOUS-TRAITE DESIGNÉ AU MARCHÉ

Les annexes n° au présent Acte d'Engagement indiquent la nature et le montant des prestations que j'envisage (nous envisageons) de faire exécuter par des sous-traitants payés directement, les noms de ces sous-traitants et les conditions de paiement des contrats de sous-traitance.

Le montant des prestations sous-traitées indiqué dans chaque annexe constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant pourra présenter en nantissement ou céder.

Chaque annexe constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, demande qui est réputée prendre effet à la date de notification du marché ; cette notification est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

Le montant total des prestations que j'envisage (nous envisageons) de sous-traiter conformément à ces annexes est de :

TRANCHE FERME (montant annuel du Forfait F2)

Montant hors TVA€
------------------	--------

soit, en lettres :euros HT

TRANCHE OPTIONNELLE n° 1 (Forfait F1)

Montant hors TVA€
TVA au taux de 20 %€
Montant TVA incluse€

soit, en lettres :euros TTC

TRANCHE OPTIONNELLE n° 2 (Forfait F3)

Montant hors TVA€
TVA au taux de 20 %€
Montant TVA incluse€

soit, en lettres :euros TTC

SOIT AU TOTAL T.F + T.O 1 + T.O 2

Montant TVA incluse€
---------------------	--------

soit, en lettres :euros TTC

2-4. Créance présentée en nantissement ou cession

La créance maximale que je pourrai ou le groupement dont je suis mandataire pourra présenter en nantissement ou céder est ainsi de :

TRANCHE FERME (montant annuel du Forfait F2)

Montant TVA incluse€
---------------------	--------

soit, en lettres :euros TTC

TRANCHE OPTIONNELLE n° 1 (Forfait F1)

Montant TVA incluse€
---------------------	--------

soit, en lettres :euros TTC

TRANCHE OPTIONNELLE n° 2 (Forfait F3)

Montant TVA incluse€
---------------------	--------

soit, en lettres :euros TTC

SOIT AU TOTAL T.F + T.O 1 + T.O 2

Montant TVA incluse€
---------------------	--------

soit, en lettres :euros TTC

Le nantissement éventuel de chaque commande par le titulaire, et ses éventuels sous-traitants, se fera dans les conditions prévues aux articles 127, 128 et 134 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

ARTICLE 3 - DELAIS

3.1 – Durée totale de validité et durée initiale du marché

Définie conformément à l'article 1.4. du CCAP.

3.2– Durée de chacune des tranches

Les délais d'exécution de chacune des tranches sont fixés comme suit :

TRANCHE	DELAIS
Tranche ferme	un an, reconductible trois fois
Tranche optionnelle n° 1	trois mois
Tranche optionnelle n° 2	trois mois

Le délai d'exécution part de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer l'exécution des prestations.

Les délais d'exécution des tranches optionnelles 1 et 2 pourront être concomitants avec les prestations de conduite totale et de maintenance, objet de la tranche ferme.

3.3 – Délais d'exécution des bons de commande

Par dérogation à l'article 13.1.2 du CCAG FCS, le délai d'exécution des commandes court à compter de la date de début d'exécution des prestations indiquée sur le bon de commande.

ARTICLE 4 – MODALITES DE PASSATION DE CHACUNE DES COMMANDES

Les modalités d'établissement des commandes sont définies à l'article 3 du CCAP.

ARTICLE 5 – RESPONSABLE PHYSIQUE DE MARCHE

Le responsable de marché, seule personne agréée pour assurer, en particulier, le suivi de la bonne exécution des prestations et participer aux réunions est :

M – Mme ² (Nom Prénom)			
N° téléphone :		N° mobile :	
Adresse électronique :			

Le changement de responsable physique en cours d'exécution du contrat est soumis à l'agrément préalable de la personne publique.

En cas d'absence du responsable de marché, sa suppléance est assurée par :

M – Mme ³ (Nom Prénom)			
N° téléphone :		N° mobile :	
Adresse électronique :			

ARTICLE 6 – PAIEMENTS

Les modalités du règlement des comptes du marché sont spécifiées à l'article 4.1.3 du CCAP.

Le maître de l'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du/des compte(s) ouvert(s) conformément au(x) RIB au format IBAN joint(s) à l'offre.

si paiement sur un seul compte

- au nom de :

- Code RIB

Code banque Code guichet

N° de compte Clé RIB

- à :

² Rayer la mention inutile

³ Rayer la mention inutile

si paiement sur plusieurs comptes

- au nom de :

- Code RIB

Code banque Code guichet

N° de compte Clé RIB

- à :

Toutefois, le maître de l'ouvrage se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les actes spéciaux.

ARTICLE 7 – AVANCE

Les modalités de paiement et de remboursement de l'avance figurent à l'article 6.2. du CCAP.

L'opérateur économique désigné ci-après :

ou

les opérateurs économiques désignés ci-après :

☐ refuse(nt) de percevoir l'avance prévue à l'article 110 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016

☐ ne refuse(nt) pas de percevoir l'avance prévue à l'article 110 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016

ARTICLE 8 – DECLARATIONS

J'affirme, sous peine de résiliation de plein droit du marché, ou de sa mise en régie, à

- mes torts exclusifs, ne pas faire l'objet¹
- ses torts exclusifs, que l'opérateur économique pour lequel j'interviens ne fait pas l'objet¹
- d'une interdiction visée aux articles 48 et 51 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 visant lui-même l'application de l'ordonnance du 23 juillet 2015.
 - d'une interdiction de concourir
 - d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L. 8221-1, L. 8221-2, L. 8221-3 et L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8251-1, L. 8241-1 et L. 8241-2 du code du travail au cours des cinq dernières années
 - ou d'interdictions équivalentes prononcées dans un autre pays

et atteste de l'authenticité et de l'exactitude des pièces fournies au titre des articles 48 et 51 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 visant lui-même l'application de l'ordonnance du 23 juillet 2015.

Je déclare sur l'honneur avoir satisfait aux obligations fixées par les articles D. 8222-5 et D. 8222-7 du code du travail et m'engage (nous engageons) à produire les documents s'y rapportant si le présent marché m' (nous) est attribué.

J'atteste que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 3243-1, L. 3243-2 et L. 3243-4 et L. 1221-10, L. 1221-13 et L. 1221-15 du code du travail ou des règles équivalentes en vigueur dans les pays où ils sont rattachés.

J'atteste également avoir pris connaissance des dispositions qui figurent dans l'instruction ministérielle n° 300611/DEF/DFP/PER/5 du 16 mars 1998, et m'engage à m'y conformer.

Les déclarations similaires des sous-traitants recensés dans les annexes indiquant qu'ils ne tombent pas

sous le coup des interdictions visées aux articles 48 et 51 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 visant lui-même l'application de l'ordonnance du 23 juillet 2015.

Le titulaire s'engage à faire effectuer les prestations par du personnel qualifié, compétent, ayant reçu préalablement la formation réglementaire, disposant des habilitations requises et en situation régulière vis-à-vis de la réglementation contre le travail illégal, y compris si ce personnel appartient à une entreprise sous-traitante.

SIGNATURE DE L'ACTE D'ENGAGEMENT PAR L'OPERATEUR ECONOMIQUE

Fait en un seul original

à : [REDACTED], le [REDACTED]

Le signataire du marché

Cachet et signature

précédés de la mention manuscrite : « lu et approuvé »

ACCEPTATION DE L'OFFRE PAR LE REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement.

A Saint Germain en Laye, le [REDACTED]

Le représentant du pouvoir adjudicateur

NOTIFICATION DU MARCHE A L'ATTRIBUTAIRE

Hypothèse 1- Remise du marché en main propre

Reçu notification du marché le [REDACTED]

A [REDACTED], le [REDACTED]

Le titulaire du marché

Cachet et signature

Hypothèse 2 – Notification par voie postale

Reçu l'avis de réception postal de la notification du marché signé le [REDACTED] par le titulaire.

Cachet et signature

Hypothèse 3 – Notification par voie électronique

Reçu l'avis de réception électronique de la notification du marché le [REDACTED]

ANNEXE N° [] A L'ACTE D'ENGAGEMENT

**DEMANDE D'ACCEPTATION D'UN SOUS-TRAITANT
ET DEMANDE D'AGREMENT DES CONDITIONS DE PAIEMENT DU CONTRAT DE
SOUS-TRAITANCE**

Nature des prestations sous-traitées

**Personne habilitée à donner les renseignements
prévus à l'article 130 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016**

M. le Directeur de l'Etablissement du Service Infrastructure de la Défense d'Île de France
8 avenue du Président Kennedy – BP 40202 – 78102 Saint Germain en Laye cedex

Comptable public assignataire des paiements

Madame la Directrice Départementale des Finances Publiques des Landes - Service dépenses
militaires - BP 20175 - 40003 Mont-de-Marsan Cedex

1. MONTANT DES PRESTATIONS SOUS-TRAITEES

Les prestations seront rémunérées :

Montant hors T.V.A. :		€ HT
------------------------------	--	-------------

Soit en lettres :

euros HT

2. IDENTITE DU SOUS-TRAITANT

Nom, **Prénom,**

Fonction :

A compléter, au choix, selon la nature de l'opérateur économique :

☐ ⁽⁴⁾ agissant en mon nom personnel,

Adresse :

téléphone :

télécopie :

adresse électronique :

Ou

⁴ Cocher la case correspondante

☐ ⁽¹⁾ agissant pour le nom et pour le compte de l'opérateur économique (**intitulé complet et forme juridique de l'opérateur économique**)

Au capital de :

Ayant son siège social à :

téléphone : télécopie :

adresse électronique :

Immatriculée à l'INSEE sous le N° :

N° SIRET : Code APE :

N° RCS :

3. PAIEMENTS

Le maître de l'ouvrage se libèrera des sommes dues en faisant porter le montant au crédit du compte ouvert : *(Joindre un relevé d'identité bancaire ou postal)*

Titulaire du compte : <input type="text"/>			
Domiciliation : <input type="text"/>			
Agence : <input type="text"/>			
Code banque	code guichet	N° de compte	Clé RIB
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

Joindre obligatoirement un relevé d'identité bancaire ou postal

4. CONDITIONS DE PAIEMENTS

Sous réserve que le montant sous-traité soit supérieur au seuil fixé par le décret n°2016-360 du 25 mars 2016, le sous-traitant susmentionné :

- refuse de percevoir l'avance prévue à l'article 110 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016
- ne refuse pas de percevoir l'avance prévue à l'article 110 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016

Modalités de calcul et de versement des avances :

Date (ou mois) d'établissement des prix :

Modalités de variation des prix :

Stipulations relatives aux détails, pénalités, primes, réfections et retenues diverses :

Signature de l'annexe par l'opérateur économique recourant au sous-traitant
<p>Fait en un seul original</p> <p>à : , le </p> <p style="text-align: right;"><i>Cachet et signature</i></p>
Signature de l'annexe par le sous-traitant
<p>Fait en un seul original</p> <p>à : , le </p> <p style="text-align: right;"><i>Cachet et signature</i></p>
Signature de l'annexe par le mandataire
<p>Fait en un seul original</p> <p>à : , le </p> <p style="text-align: right;"><i>Cachet et signature</i></p>